

90.484

Interpellation Hafner Rudolf
Kräutertee-Verordnung
Ordonnance sur les tisanes

Diskussion – Discussion

Siehe Jahrgang 1990, Seite 1298 – Voir année 1990, page 1298

Hafner Rudolf: Wir haben diesen Sachverhalt bereits im Zusammenhang mit dem Lebensmittelgesetz diskutiert. Es gab damals eine Motion und ein Postulat aus der Kommissionsmitte. Wir haben das damals bereits diskutiert. Der Bundesrat und die Verwaltung haben eingesehen, dass das Problem zu Recht aufgegriffen worden ist. Herr Bundesrat Cotti hat uns zugesagt, dass diese Kräutertee-Verordnung aufgehoben wird. Daher erübrigt sich eine weitere Diskussion. Von der Antwort des Bundesrates kann ich mich teilweise befriedigt erklären.

90.605

Motion Spielmann
Gesundheit am Arbeitsplatz
Politique globale des conditions de santé au travail

Wortlaut der Motion vom 21. Juni 1990

In der Schweiz sind jedes Jahr 350 000 Arbeitsunfälle und 7000 Fälle von Berufskrankheiten zu beklagen; diese haben 200 Todes- und 2500 Invaliditätsfälle zur Folge. Auch wenn die Zahl der Unfälle leicht rückläufig ist, verlangt diese bedrückende Bilanz nach einer kohärenten Politik in den Bereichen Prävention, Medizin und Arbeitssicherheit. Bereits vor zwei Jahren wollte das Eidgenössische Departement des Innern eine eidgenössische Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz über die Unfallversicherung (UVG) erlassen. Dieses Vorhaben ist heute wegen divergierender Meinungen blockiert.

Die Internationale Arbeitsorganisation verabschiedete 1981 das Übereinkommen Nr. 155 über Arbeitsschutz und Arbeitsumwelt und 1985 das Übereinkommen Nr. 161 über die betriebsärztlichen Dienste. Die EG hat ihrerseits die Weisung Nr. 89/391 beschlossen, mit der die Sicherheit und die Gesundheit der Arbeitnehmer verbessert werden sollen.

Der Bundesrat wird eingeladen, sich bei der Ausarbeitung einer umfassenden Politik für Gesundheit am Arbeitsplatz auf diese Beispiele zu stützen und sein besonderes Augenmerk auf die Bereiche Absprache zwischen Sozialpartnern, Arbeitsvertrag, Ausbildung und Information der Arbeitnehmer am Arbeitsplatz zu richten.

Texte de la motion du 21 juin 1990

On déplore en Suisse 350 000 accidents du travail et 7000 maladies professionnelles par année. Il en résulte 200 morts et 2500 invalides. Ce bilan particulièrement lourd, même si le nombre des accidents est en léger recul, exige la mise en place d'une politique cohérente en matière de prévention, de médecine et de sécurité du travail.

Il y a deux ans, le Département fédéral de l'intérieur avait déjà souhaité promulguer une ordonnance fédérale d'exécution de la loi fédérale sur l'assurance accidents (LAA). La situation est aujourd'hui bloquée en raison des divergences qui se sont exprimées.

En 1981 l'Organisation internationale du travail a promulgué la Convention No 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs et du milieu de travail et en 1985 la Convention No 161 sur les services de santé au travail. La CEE a de son côté également arrêté une directive No 89/391 qui vise à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs.

Le Conseil fédéral est prié de s'appuyer sur ces exemples faisant une large place à la concertation entre partenaires, au contrat de travail, à la formation et à l'information des travailleurs sur les lieux de travail pour instituer dans notre pays une politique globale des conditions de santé au travail.

*Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun**Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates**vom 29. August 1990**Rapport écrit du Conseil fédéral**du 29 août 1990*

Le coût humain et social des accidents du travail atteint, il est vrai, des proportions inquiétantes. C'est pourquoi le Conseil fédéral voue une attention toute particulière à la lutte pour la sécurité et la santé des travailleurs.

Cela dit, si l'on compare notre droit interne en la matière avec celui de la Communauté économique européenne (CEE), on constate, même si certaines questions de détail doivent encore être réglées, une concordance sur bien des points. Cela est vrai en particulier pour les matières réglées dans l'ordonnance 3 de la loi sur le travail et dans l'ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA). Certaines des lacunes existantes devraient toutefois être comblées avec l'adoption prochaine de dispositions concernant l'engagement de médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail.

A propos de ces dispositions il est exact, comme le relève le motionnaire, que le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a déjà mis en consultation durant l'été 1988 un projet d'ordonnance sur les médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail. Ce projet, pris sur délégation de l'article 83, 2e alinéa, de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA), prévoyait une large concertation entre les organisations d'employeurs et de travailleurs de chaque branche économique. Vus dans leur ensemble, les résultats de la procédure de consultation ont été plutôt négatifs, surtout si l'on considère que les organisations d'employeurs et la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) en particulier n'ont pu adhérer au projet. Un remaniement complet s'est vite avéré nécessaire. Dans l'intervalle, l'administration a élaboré un nouvel avant-projet qui sera examiné encore cet automne par la commission d'experts compétente. Le nouveau projet s'inspire largement de la directive 89/391/CEE et prend également en considération les conventions de l'Organisation internationale du travail relatives à ce sujet.

Notre législation en matière de protection de la santé présente toutefois, il faut bien le reconnaître, un important retard, par rapport au droit des communautés européennes, en ce qui concerne la participation des travailleurs. Cela dit, le Conseil fédéral tend, pour autant que les bases légales le permettent, à renforcer le droit de participation des travailleurs dans le domaine de la protection de la santé.

Le problème soulevé par le motionnaire est certainement important, mais il serait faux de penser que rien ou presque rien n'a été fait jusqu'à présent. Comme on vient de le voir, le Conseil fédéral s'attache actuellement déjà à instituer dans notre pays une politique globale des conditions de santé au poste de travail, réalisant ainsi, en grande partie tout au moins, l'objectif très général que poursuit le motionnaire. Il convient pour la bonne forme de préciser enfin que le Parlement a délégué au Conseil fédéral la compétence de régler la coopération des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail dans les entreprises (art. 83, 2e al., LAA). Au vu des

considérations qui précèdent, il y a donc lieu de transformer la motion en postulat.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

90.640

Postulat Allenspach

Gesamtkonzeption der sozialen Sicherheit

Philosophie de la sécurité sociale

Wortlaut des Postulates vom 22. Juni 1990

Der Bundesrat wird ersucht, die Gesamtkonzeption der sozialen Sicherheit mit Blick auf die kommenden wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Herausforderungen zu überprüfen und dem Parlament darüber Bericht zu erstatten. Dabei sind insbesondere

1. die soziale Effizienz der Sozialleistungen zu untersuchen;
2. Möglichkeiten zu erarbeiten, die Sozialleistungen besser und ausschliesslicher auf die drängenden sozialen Bedürfnisse zu konzentrieren;
3. der Selbstverantwortung ein höherer Stellenwert einzuräumen;
4. auf allen Ebenen der administrativen Vereinfachung besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

Texte du postulat du 22 juin 1990

Le Conseil fédéral est invité à examiner, dans un rapport qu'il présentera au Parlement, la philosophie de la sécurité sociale, en portant une attention particulière aux impératifs économiques, sociaux et politiques de l'avenir.

Il devra notamment

1. examiner l'efficacité des prestations sociales;
2. étudier les possibilités qui permettront, d'une part, d'améliorer les prestations sociales et, d'autre part, de les concentrer encore mieux sur les besoins sociaux les plus urgents;
3. accorder une plus grande importance à la responsabilité personnelle;
4. se pencher particulièrement sur le problème de la simplification, à tous les niveaux, de l'appareil administratif.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aliesch, Aregger, Auer, Basler, Bonny, Bremi, Büttiker, Cavadini Adriano, Cevey, Cincera, Coutau, Dietrich, Dreher, Eggly, Eppenberger Susi, Fäh, Fierz, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici Charles, Früh, Giger, Graf, Gros Jean-Michel, Guinand, Gysin, Hari, Jeanneret, Kohler, Kühne, Leuba, Loeb François, Loretan, Mühlemann, Müller-Meilen, Nabholz, Neuenschwander, Perey, Pidoux, Portmann, Reimann Maximilian, Scherrer Jürg, Schüle, Schwab, Spälti, Spoerry, Steinegger, Stucky, Tschuppert Karl, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Wyss Paul, Zölch, Zwingli (58)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Unser System der sozialen Sicherheit wurde zur Hauptsache unmittelbar nach dem Zweiten Weltkrieg entwickelt; es beruht zum Teil noch auf Anschauungen und Gedankengängen der dreissiger Jahre. Das wirtschaftliche, gesellschaftliche und politische Umfeld hat sich aber in den vergangenen fünf Jahrzehnten wesentlich verändert und wird sich in den nächsten Jahren als Folge des Wertewandels, neuer Lebensformen, des europäischen Binnenmarkts usw. weiter ändern.

Es ist deshalb an der Zeit, unser System der sozialen Sicherheit mit Blick auf diese kommenden Veränderungen ganzheitlich zu überprüfen.

Dabei wäre insbesondere zu untersuchen, ob alle Sozialleistungen ihre soziale Ziele wirklich erreichen und wie allenfalls ihre soziale Effizienz verbessert werden könnte. Wir stellen fest, dass es einerseits soziale Lücken gibt (Neue Armut), dass aber Sozialleistungen auch an viele ausgerichtet werden, die dieser Sozialleistungen gar nicht bedürfen. Es sollte deshalb untersucht werden, wie die Sozialleistungen gezielter auf echte soziale Bedürfnisse konzentriert werden könnten.

Dank allgemeiner Einkommenssteigerung sind heute bedeutend mehr Mitbürger in der Lage, soziale Risiken selbstverantwortlich zu tragen. Mehr Selbstverantwortung entspricht auch einem gesellschaftlichen Bedürfnis. Es wäre deshalb zu prüfen, welche Risiken wieder der Selbstverantwortung des einzelnen anheimgestellt werden könnten.

Die administrative Belastung durch die Einrichtungen der Sozialversicherung nimmt zu. Administrative Kosten sind in der Regel wenig produktiv. Mit der Ueberprüfung der administrativen Lasten der einzelnen Einrichtungen stossen wir an Grenzen. Notwendig ist es deshalb, das gesamte System im Zusammenhang auf administrative Vereinfachungen zu untersuchen.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 12. September 1990

*Rapport écrit du Conseil fédéral
du 12 septembre 1990*

Der Bundesrat hat seit der Beantwortung der Postulate Gädient vom 21. September 1989 (89.611) und Günter vom 13. Dezember 1989 (89.772) sowie weiterer Vorstösse gleicher Richtung eine grundsätzliche Ueberprüfung des Dreisäulenkonzepts der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge in Angriff genommen. Gegenwärtig wird es durch fünf von ihm beauftragte Wissenschaftler anhand eines detaillierten Fragenkatalogs aus wirtschaftswissenschaftlicher und rechtlicher Sicht durchleuchtet. Es darf erwartet werden, dass dabei auch die vom Postulanten angesprochenen vier Aspekte untersucht werden. Der Bundesrat wird sich in der Folge zu den Entwicklungstendenzen, welche für die Gesetzgebungstätigkeit im Bereich Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge begleitend sein sollen, in den Grundsätzen aussprechen.

Was die Krankenversicherung betrifft, so hat der Bundesrat seine Zielsetzungen mit den Vorgaben an die Expertenkommission Schoch bereits dargelegt.

Die Begehren, die das Postulat stellt, sind damit erfüllt, oder die zu deren Erfüllung notwendigen Schritte sind bereits eingeleitet.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, das Postulat abzuschreiben.

Allenspach: Am 22. Juni 1990 habe ich den Bundesrat ersucht, die Gesamtkonzeption der sozialen Sicherheit mit Blick auf die kommenden wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Herausforderungen zu überprüfen und dem Parlament darüber Bericht zu erstatten.

In der Sozialversicherung ist im Grunde genommen nicht das einzelne Jahr, nicht einmal die Legislaturperiode die entscheidende Masseinheit, sondern die Generation. Deshalb gilt es, die kommenden Herausforderungen rechtzeitig zu erfassen und sich darauf vorzubereiten.

Dass die Zukunft anders aussieht als die Vergangenheit, ist eine beinahe banale Aussage. Sie hat aber den Vorteil der Wahrheit, der Klarheit und der Kürze. Wir wissen um die neuen Herausforderungen, wir sprechen vom Wertewandel, wir sprechen vom Wandel der Lebensformen und vom Wandel in der Arbeitswelt. Wir wissen auch um die Folgen der demographischen Entwicklung, nicht nur bezüglich der Kosten, sondern auch bezüglich der Einrichtungen und des Bedarfes an Pflegepersonal. Wir sprechen von den Problemen der Neuen Armut und sollten uns Rechenschaft darüber geben, dass diese Probleme auch in die Konzeption der sozialen Sicherheit Ein-

Motion Spielmann Gesundheit am Arbeitsplatz

Motion Spielmann Politique globale des conditions de santé au travail

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.605
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.03.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	246-247
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 948